
RELATIVITÉ ET LIBERTÉ par André-Jean Tudesq

C'est une expression de gratitude que voudraient traduire mes premières paroles, envers ceux qui ont organisé cette journée et envers ceux qui y ont participé. Ma contribution à cette journée consacrée au delà de ma modeste personne à "Histoire et Médias", se voudrait, non pas une réflexion, mais plutôt un témoignage sur "Relativité et Liberté", une même façon d'appréhender la réalité ; un témoignage sur une évolution d'un demi-siècle que j'ai pu suivre, des études historiques aux sciences de l'information.

La relativité de la connaissance historique, j'ai pu la ressentir d'abord dans l'influence des deux maîtres si différents que furent Alphonse Dupront et Ernest Labrousse ; du premier j'ai tiré l'importance des problèmes de mentalité, de comportement, de psychologie ; d'Ernest Labrousse qui était un remarquable directeur de recherches, sachant toujours vous convaincre de l'importance de vos recherches, j'ai tiré les approches sociologiques et quantitatives. Mais à ces deux influences, déjà très contrastées, sinon contradictoires, j'ajouterai celle de Raymond Aron transmettant la conscience de la relativité de la connaissance historique, applicable pas seulement à l'ensemble des connaissances mais aussi aux relations humaines.

Ce concept de la relativité est maintenant répandu dans les études historiques ; ce n'était pas le cas il y a quarante ou cinquante ans. Il n'était pas question, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale d'émettre par exemple une critique du Traité de Versailles. L'histoire universitaire restait encore militante ; il y avait toujours une question à l'agrégation d'histoire se rapportant à l'époque de la Révolution française ou de l'Empire. Le centenaire de la Révolution de 1848 fut une grande messe républicaine.

C'est autour de l'historiographie de la Révolution française que le livre de Furet et de Richey, iconoclastes en leur temps, éveille un débat entre historiens universitaires, distinct du débat politique entretenu par l'histoire de la Révolution, depuis son déroulement ; même s'il existe un aspect politique dans cette nouvelle querelle historiographique.

La relativité de la connaissance m'a toujours paru le principal apport de l'histoire comme méthode de recherche. Rechercher c'est d'abord s'interroger, c'est le doute qui amène le progrès en suscitant des interrogations nouvelles. La connaissance historique part des réalités passées, mais en sachant que puisqu'elles sont passées, elles ne sont plus réalités et qu'on ne saisit que leurs traces.

La relativité donne la priorité aux faits, mais la relativité s'est étendue aux sources des faits, avec des types de documents, des domaines de préoccupations qui n'avaient pas été ou seulement très peu retenues par les générations précédentes d'historiens.

Mais c'est aussi en raison de cette relativité de la connaissance que certains aspects du passé peuvent apparaître plus importants et plus utiles à étudier pour la compréhension à la fois du passé et du présent. J'avais été frappé par un livre de Michel de Certeau « *L'absent de l'histoire* », qui s'étonnait que les études historiques manquent d'une réflexion sur le temps. Relativité et temporalité sont étroitement liées ; tout ce qui existe est affecté des deux. C'est même un point commun entre études historiques et sciences de la communication.

Je me suis efforcé de transposer dans les sciences naissantes de la communication, cette relativité de la connaissance. Dans leur naissance même, elles traduisaient déjà la relativité des structures universitaires, puisqu'elles correspondaient à une mutation qui faisait apparaître à côté des disciplines classiques fondées sur des méthodes, des disciplines fondées sur des domaines (sciences de la terre, sciences de la vie...).

Les sciences jeunes ont besoin de s'affirmer par un vocabulaire souvent hermétique ou par un souci épistémologique recouvrant souvent dogmatisme et idéologie ; de plus les sciences de l'information et de la communication avaient un domaine peu délimité et - comme l'histoire contemporaine - constamment étendu avec le déroulement du temps. Dans ce domaine aussi la connaissance des réalités est étroitement liée à leur interprétation ; la tentation est fréquente de vouloir faire entrer les faits dans les schémas d'une interprétation, alors que c'est des faits que doivent ressortir à la fois la connaissance et l'interprétation des réalités.

Les sciences de l'information et de la communication recherchent une spécificité qui ne peut qu'être relative. Elles sont plus aptes à informer, c'est-à-dire à mettre en forme des situations et à les analyser, qu'à élaborer des prospectives ou évaluer des usages à venir pour des techniques en pleine mutation. Elles risquent sinon ce qu'écrivit Erving Goffman pour l'Association Américaine de sociologie en 1982 : "On ne nous a pas accordé la crédibilité et le poids que les économistes ont récemment acquis, mais nous pouvons presque les égaler quand il s'agit de la non réalisation des prédictions rigoureusement calculées."

La relativité des connaissances permet aussi d'apprécier l'importance des différents facteurs des situations ou des réalités étudiées, selon les pays, selon les époques, selon les sociétés. De la relativité découlent l'incertitude et donc la liberté.

Les sciences de l'information et de la communication sont d'autant plus affectées par la relativité des connaissances, des méthodes, des domaines de recherche qu'elles se sont constituées à partir de différentes disciplines, les lettres, la sociologie, la linguistique, l'informatique aussi, l'histoire, sans que cette liste soit limitative. Nous avons toujours préconisé à l'université de Bordeaux III une très large diversité dans le recrutement des sciences de l'information, diversité des origines disciplinaires aussi bien que des conceptions. La dimension historique a d'autant plus sa place dans les domaines des sciences de l'information et de la communication que l'évolution rapide et inégale de leurs domaines introduit des temporalités différentes et relativise les situations dans le temps, mais aussi dans l'espace.

Mais la relativité n'est pas seulement une méthode de connaissance et de recherche. C'est aussi une méthode de comportement, particulièrement utile à n'accorder qu'une importance relative aux inévitables péripéties des relations universitaires, et plus généralement des relations sociales.

Non que la relativité aboutisse à un scepticisme généralisé, puisque précisément elle amène à attribuer une valeur différente aussi bien dans les activités ou les sentiments de la vie quotidienne qu'aux méthodes, connaissances et résultats de nos recherches. La relativité affecte aussi les situations, les structures, les institutions. Même si celles-ci peuvent paraître résistantes aux changements. J'ai connu l'évolution des structures universitaires en 1968 ; en fait il s'agissait de l'effondrement d'un système, celui de la Faculté libérale, auquel se substituait une Université de type ou d'apparence démocratique. Le changement de structure a, semble-t-il, dispensé d'un changement de pédagogie mais il a amené une ouverture sur le monde extérieur liée à l'introduction de filières dites professionnelles. C'est là une des principales mutations opérées dans les universités. Le mouvement de 1968 a finalement entraîné un changement de mentalité radicalement opposé à son esprit : alors qu'au début des années soixante la recherche, principalement dans les Facultés des Lettres, se méfiait de tout contrat avec des organismes extérieurs, c'est devenu aujourd'hui une pratique d'autant plus appréciée que le financement interne se réduit. La relativité permet la liberté puisqu'elle suppose changement et adaptation. À travers ses mutations, l'Université offre un espace de liberté même s'il existe des contraintes pouvant le réduire. Mais ces restrictions tiennent - me semble-t-il - au comportement des universitaires plus qu'à l'Université ; qu'il s'agisse parfois de la course aux contrats et expertises ou du marketing culturel que représente la médiatisation et parfois l'édition.

Comparativement aux contraintes du secteur privé ou même d'autres branches du secteur public, l'Université assure une liberté de choix des domaines de recherche et d'enseignement.

Si la formation historique m'a surtout procuré la conscience de la relativité, l'Université m'a surtout donné la liberté et je ne peux que souhaiter à mes successeurs que l'Université continue à assurer cette liberté nécessaire au progrès de toute recherche. Bien sûr la liberté est d'abord une disposition personnelle qui permet de limiter les contraintes inévitables et ne pas s'en forger de supplémentaires ; outre des ressources vous permettant de vivre, l'Université laisse une liberté de pensée et d'activité qui s'accroît avec les responsabilités. Même s'il y a des modes, des secteurs préférentiels, l'Université vous laisse libre de vos recherches, même parfois à contre-courant ; l'individualité - l'égoïsme peut-être - des universitaires permet un pluralisme des approches, des domaines, des thèmes de recherche. Même s'il y a des Écoles dominantes, elles ne restent jamais exclusives ; les conflits idéologiques ou personnels sont, par certains côtés, des gages de liberté. Une trop grande planification de la recherche - comme certains organismes la préconisent - réduirait en sciences humaines et sociales cette liberté de recherche que l'Université a pu jusqu'à présent maintenir.

Certes, j'ai vu évoluer en près d'un demi-siècle les libertés universitaires ; les moyens matériels et financiers mis à la disposition de la recherche n'existaient pas, en dehors des détachements temporaires (et c'était une sage formule) au CNRS ; ces moyens - qu'on trouve aujourd'hui parfois insuffisants - ont modifié, parfois amoindri, par d'autres côtés accru, la liberté du chercheur. Ils ont aussi contribué à développer une recherche collective à laquelle ceux qu'on appelait globalement les littéraires ont eu souvent du mal à s'adapter.

Ce n'est guère que dans les vingt dernières années que j'ai participé à, ou animé, des recherches collectives. La recherche universitaire reste une recherche individuelle par bien des aspects, plus en histoire que dans le domaine de l'information et de la communication. Mais cette recherche peut plus difficilement rester solitaire. La recherche collective a été, pour ma génération, une innovation dans les sciences humaines et sociales, qui a nécessité un effort d'adaptation auquel les jeunes générations s'habituent plus aisément. J'ai pu le mesurer notamment au cours des dernières années en initiant des étudiants en maîtrise d'histoire sur une recherche commune sur l'image du passé dans les médias, puis sur l'image du futur.

L'institution universitaire incite au regroupement dans des centres de recherche et à la constitution de réseaux. Ce que la recherche gagne en moyens et en efficacité ne va pas sans une certaine limitation de la liberté des chercheurs ; c'est une question d'équilibre, mais aussi le signe que la recherche universitaire s'est intégrée, dans la société, dans son environnement ; il n'y a plus de mandarin isolé dans la tour d'ivoire ; il y a des gestionnaires de la science et des apprentis gestionnaires, tant la recherche universitaire reproduit les hiérarchies de la société. Michel de Certeau l'avait prévu, il y a déjà longtemps. Mais ce constat n'est pas une critique ; en presque un demi-siècle l'Université est passée d'un paternalisme qui pouvait être très monarchique à un système plus démocratique sinon démocratique. Son plus grand danger serait que, sous la poussée du nombre des étudiants, la relation étroite et bénéfique entre enseignement et recherche se distende et qu'une proportion importante d'enseignants ait leur activité limitée à l'enseignement. Ce serait un risque pour l'enseignement lui-même car la recherche c'est surtout poser des questions ; c'est dans le doute que se nourrit la relativité et que loin des dogmatismes et des sectarismes, s'épanouit la liberté, la liberté de soi et la liberté des autres.

André-Jean Tudesq, Pessac, 24 janvier 1997

Ce texte a été initialement publié dans : *Histoire et médias, journée d'étude autour du Professeur André-Jean Tudesq, 24 janvier 1997, textes réunis par Nicole Robine*, Bordeaux : Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1997, 114 p.

On pourra également consulter, sur le site du GRER, le texte de Jean-Jacques Cheval : "[Les études historiques de la radio](#)", présenté lors de cette même journée. Il retraçait l'apport d'André-Jean Tudesq aux études radiophoniques.

http://www.grer.fr/upload/articles_en_ligne/Les_etudes_historiques_de_la_radio.pdf



André-Jean Tudesq (1927 – 2009)